



Assemblée générale

Distr. générale
24 novembre 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session
Point 132 de l'ordre du jour
Budget-programme de l'exercice
biennal 2014-2015

Premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport recense les révisions des prévisions de dépenses qui s'imposent pour tenir compte des variations intervenues par rapport aux paramètres du calcul initial, des dépenses imprévues et extraordinaires et des nouveaux mandats qu'il y a eu lieu d'examiner dans le cadre du rapport sur l'exécution du budget-programme selon les arrangements approuvés par l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session.

Aux chapitres des dépenses du budget-programme, les prévisions révisées s'élèvent à 5 573,3 millions de dollars, soit 34,7 millions de dollars de plus que les crédits approuvés par l'Assemblée générale dans ses résolutions 68/247 B, 68/248 A à C, 68/268 et 68/279. Pour les chapitres des recettes, le montant révisé est estimé à 533 millions de dollars, soit une augmentation de 9,1 millions de dollars.



I. Introduction

1. Le premier rapport sur l'exécution du budget-programme, qui est établi pendant la première année de l'exercice biennal, a principalement pour objet de présenter les révisions des prévisions de dépenses qui s'imposent pour tenir compte des variations des taux d'inflation et de change, ainsi que des modifications apportées aux coûts standard utilisés pour calculer le montant initial des crédits à ouvrir. Ce rapport est établi comme suite à une recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/32/8 et Corr.1, par. 14), que l'Assemblée générale a faite siennée à sa trente-deuxième session (résolution 32/211).

2. Il a également été tenu compte des nouveaux mandats approuvés par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité après l'adoption du budget-programme, des dépenses imprévues et extraordinaires qui n'ont pu être reportées à la deuxième année de l'exercice biennal ainsi que des décisions des organes délibérants qu'il y a lieu d'examiner dans le contexte du rapport sur l'exécution du budget-programme.

3. Les augmentations des prévisions de dépenses révisées et des prévisions de recettes révisées sont récapitulées dans les tableaux 1.A et 1.B ci-dessous :

Tableau 1

A. Récapitulatif des prévisions révisées pour les chapitres des dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts^a</i>	<i>Prévisions de dépenses révisées</i>	<i>Augmentation</i>	
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>
Dépenses	5 538 551,4	5 573 266,7	34 715,3	0,6

^a Voir résolutions 68/247 B, 68/248 A à C, 68/268 et 68/279.

B. Récapitulatif des prévisions révisées pour les chapitres des recettes

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits ouverts^a</i>	<i>Prévisions de dépenses révisées</i>	<i>Augmentation</i>	
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>
Recettes ^a	523 925,2	533 028,4	9 103,2	1,7

^a Les prévisions de recettes viennent en déduction des quotes-parts des États Membres.

4. On trouvera ci-après, aux paragraphes C à F de la section II, l'explication des variations des paramètres utilisés aux fins du calcul du montant initial des crédits ouverts. Les tableaux 1 à 4 et les annexes I à III ci-après présentent non seulement ces paramètres, mais aussi les révisions proposées pour l'exercice biennal 2014-2015 et leurs incidences, par chapitre du budget et par lieu d'affectation :

- Tableau 1 : taux de change et d'inflation retenus lors de l'ouverture de crédits initiale pour l'exercice biennal 2014-2015 et taux proposés dans le présent rapport;
- Tableau 2 : coefficients d'ajustement retenus lors de l'ouverture de crédits initiale, coefficients effectifs fixés pour l'année 2014 par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et projections révisées pour 2015;
- Tableau 3 : taux de change par rapport au dollar des États-Unis pratiqués pour les opérations de l'ONU dans les différents lieux d'affectation durant les 10 premiers mois de 2014;
- Tableau 4 : ajustements au coût de la vie retenus pour déterminer le montant initial des crédits à ouvrir pour l'exercice biennal 2014-2015 en ce qui concerne les traitements des agents des services généraux et des catégories apparentées, les ajustements effectivement opérés en 2014 et les prévisions révisées pour 2015;
- Annexe I : prévisions révisées :
 - A : Par chapitre du budget et principal facteur de variation;
 - B : Par lieu d'affectation et principal facteur de variation;
- Annexe II : prévisions révisées pour les activités financées en commun et les mesures de sécurité interorganisations, par principal facteur de variation;
- Annexe III : dépenses engagées au 30 septembre 2014 au titre du budget ordinaire de l'exercice biennal 2014-2015.

II. Chapitres des dépenses

5. Pour les chapitres des dépenses, les prévisions révisées compte tenu des facteurs exposés ci-dessous augmenteraient de 34,7 millions de dollars pour atteindre un montant total de 5 573,3 millions de dollars pour l'exercice biennal. On trouvera dans le tableau 2 un résumé des éléments détaillés.

Tableau 2

Prévisions révisées pour les chapitres de dépenses pour l'exercice biennal 2014-2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Rubrique</i>	<i>Montant</i>	<i>Facteur</i>
Crédits initialement ouverts	5,530,349,8	Résolutions 68/248 A à C
Crédits additionnels ^a	8,201,6	Résolutions 68/247 B, 68/268 et 68/279
Budget-programme :	5,538,551,4	
a) Dépenses imprévues et extraordinaires	22 827,3	Conformément à la résolution 68/249, engagements approuvés au préalable par le Comité consultatif, engagements dont le Secrétaire général atteste qu'ils ont trait au maintien de la paix et de la sécurité ou aux mesures de sécurité interorganisations, et

<i>Rubrique</i>	<i>Montant</i>	<i>Facteur</i>
		engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice atteste qu'ils ont trait aux objets de dépense visés au paragraphe 1 b) de ladite résolution
b) Décisions des organes directeurs :		
Plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève	–	Résolution 68/247 (voir sect. V)
Subvention pour les Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens	–	Résolution 68/247 B (voir sect. I)
c) Modifications des hypothèses budgétaires		
Taux de change	(24 534,4)	Taux de change opérationnels de l'ONU
Taux d'inflation	(5 322,8)	Indices des prix à la consommation, coefficients d'ajustement promulgués par la CFPI et ajustements au coût de la vie effectifs
Coûts standard	32 171,4	Traitements effectivement versés, dépenses communes de personnel et contributions du personnel
Taux de vacance de postes	9 573,8	Taux moyens de vacance de poste actualisés
Montant total révisé	5 573 266,7	

^a Comprend les montants approuvés par l'Assemblée générale et la Cinquième Commission à la reprise de sa soixante-huitième session en ce qui concerne : a) les prévisions de dépenses révisées du budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015 au titre du chapitre 22 (Développement économique et social en Asie occidentale) et du chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien); b) le renforcement et l'amélioration du fonctionnement effectif de l'ensemble des organes conventionnels chargés des droits de l'homme; c) les modalités de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement.

6. Le Secrétaire général a publié, et publiera si nécessaire, des prévisions de dépenses révisées et des états des incidences sur le budget-programme des projets de résolution examinés par les grandes commissions au cours de la présente session de l'Assemblée générale. Les montants correspondants font l'objet d'autres documents que celui-ci mais ils seront révisés si nécessaire de manière à tenir compte des paramètres budgétaires que l'Assemblée générale approuvera lors de l'examen du présent rapport; sous réserve des décisions de l'Assemblée, ils auront un effet sur le niveau général des crédits révisés. Au moment de la rédaction du présent rapport, les montants proposés dans ces documents s'élevaient à 312,5 millions de dollars environ et concernaient les prévisions révisées au titre de divers chapitres, comme indiqué ci-après :

a) Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (A/69/227 et A/69/519) (2,6 millions de dollars);

b) Progrès des travaux de construction à la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba (A/69/359 et A/69/415) (2,7 millions de dollars);

c) Sixième rapport d'étape sur le progiciel de gestion intégré (A/69/385 et Corr.1, A/69/418) (5,5 millions de dollars);

d) Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de 2014 (A/69/535) (0,05 million de dollars);

e) Mécanisme pour la promotion des partenariats (A/68/6 Sect.1) (0,6 million de dollars);

f) Réforme des modalités de fonctionnement du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir A/C.5/68/13) (0,6 million de dollars);

g) Plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève (A/69/417 et Corr.1, A/69/580) (28,4 millions de dollars);

h) Incidences sur le budget-programme de la mise en œuvre des activités de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine (A/C.5/69/4, A/69/551, résolution 69/16) (1,2 million de dollars);

i) Demande de subvention pour les Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens (A/69/536) (36 millions de dollars);

j) Prévisions révisées comme suite aux demandes formulées dans le Document final de la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale, dite Conférence mondiale sur les peuples autochtones (A/69/521) (0,1 million de dollars);

k) Prévisions révisées concernant le Bureau de l'Envoyé spécial pour l'Ebola et la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola pour l'exercice biennal 2014-2015 (A/69/590) (193,6 millions de dollars);

l) Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales pour 2015 (A/69/363 et Add.1 à 5) (41,1 millions de dollars).

7. En outre, il est prévu qu'un certain nombre de rapports qui restent à soumettre à l'Assemblée générale donneront lieu à des prévisions révisées et/ou à des états des incidences sur le budget-programme, notamment les rapports sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses vingt-cinquième, vingt-sixième et vingt-septième sessions.

A. Dépenses imprévues et extraordinaires (augmentation : 22 827 300 dollars)

8. Dans sa résolution 68/249 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 2014-2015, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général, agissant avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à engager des dépenses au titre des dépenses imprévues et extraordinaires, étant entendu que cet assentiment ne sera pas nécessaire pour les engagements dont le Secrétaire général aura attesté qu'ils ont trait au maintien de la paix et de la sécurité, à concurrence de 8 millions de dollars des États-Unis pour chacune des deux années de l'exercice biennal; ni pour les engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice aura attesté qu'ils ont trait aux dépenses visées à l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution; ni pour les engagements dont le Secrétaire général aura attesté qu'ils sont nécessaires aux fins des mesures de sécurité, à concurrence de 1 million de dollars au total pour l'exercice biennal.

9. Comme indiqué dans le tableau 3.A-C, des engagements d'un montant de 22,8 millions de dollars ont été contractés, à savoir :

a) Des engagements prévisionnels approuvés par le Comité consultatif, se rapportant : i) aux commissions d'enquête sur la République centrafricaine, sur la République populaire démocratique de Corée, sur la République arabe syrienne, sur l'Érythrée et sur le conflit de 2014 à Gaza; ii) à la Mission conjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies chargée du démantèlement du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne; iii) à la promotion de la réconciliation, de l'établissement des responsabilités et des droits de l'homme au Sri Lanka; iv) à la situation des droits de l'homme en Iraq; v) au mécanisme de surveillance pour la République arabe syrienne (15,9 millions de dollars), qui sont présentés dans le tableau 3.A;

b) Des engagements dont le Secrétaire général a attesté qu'ils ont trait au maintien de la paix et de la sécurité et à des mesures de sécurité (6,9 millions de dollars), comme indiqué dans le tableau 3.B;

c) Des engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice a attesté qu'ils avaient trait à des dépenses imprévues concernant la Cour (0,01 million de dollars), comme indiqué dans le tableau 3.C.

10. Ces dépenses, qui concernent les chapitres 2, 3, 4, 7, 24, 27 et 29F du budget-programme, sont indiquées ci-après.

Tableau 3

Dépenses imprévues et extraordinaires

A. Engagements approuvés par le Comité consultatif (15 907 800 dollars)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)

Commission d'enquête internationale sur la République centrafricaine	87,6
Commission d'enquête sur les droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée	289,4
Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne	502,3
Commission d'enquête sur les droits de l'homme en Érythrée	111,8
Commission d'enquête indépendante sur le conflit de 2014 à Gaza	470,6

Chapitre 3 (Affaires politiques)

Mission conjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies chargée du démantèlement du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne	1 701,3
--	---------

Chapitre 24 (Droits de l'homme)

Commission d'enquête internationale sur la République centrafricaine ^a	3 373,6
Commission d'enquête sur les droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée	620,3
Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités et promouvoir les droits de l'homme à Sri Lanka	1 192,1

Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne ^a	3 276,6
Commission d'enquête sur les droits de l'homme en Érythrée	1 025,1
Independent Commission of Inquiry on the 2014 Gaza conflict ^a	1 052,1
Situation des droits de l'homme en Iraq ^a	598,6
Chapitre 27 (Aide humanitaire)	
Mécanisme de surveillance pour la République arabe syrienne	1 529,8
Chapitre 29F [Administration (Genève)]	
Commission d'enquête sur les droits de l'homme en Érythrée	38,3
Commission d'enquête indépendante sur le conflit de 2014 à Gaza	38,3
Total partiel	15 907,8

^a Ces montants ont été calculés sur la base de dépenses effectives et sont par conséquent inférieurs à la somme globale approuvée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

B. Engagements approuvés par le Secrétaire général (6 905 700 dollars)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre 3 (Affaires politiques)	
Bons offices dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution 2118 (2013) du Conseil de sécurité concernant la République arabe syrienne	650,5
Mission préparatoire chargée de commencer les préparatifs en vue de la création d'une mission d'observation électorale des Nations Unies au Burundi	449,5
Commission d'enquête du Siègre de l'Organisation des Nations Unies chargée d'enquêter sur certains incidents qui se sont produits dans la bande de Gaza	471,9
Chapitre 4 (Désarmement)	
Mission d'enquête sur l'utilisation présumée d'armes chimiques en République arabe syrienne	668,2
Chapitre 24 (Droits de l'homme)	
Mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine	2 634,4
Chapitre 27 (Aide humanitaire)	
Mécanisme de surveillance pour la République arabe syrienne	2 031,2
Total partiel	6 905,7

C. Engagements approuvés par le Président de la Cour internationale de Justice (13 800 dollars)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre 7 (Cour internationale de Justice)	
Dépenses résultant de la citation de témoins et de la désignation d'experts en 2014	13,8
Total partiel	13,8

B. Dépenses découlant de décisions d'organes délibérants

1. Plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève

Chapitre 33. (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien)

11. Dans sa résolution 68/247 A, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager en 2015 des dépenses d'un montant de 1 294 200 dollars (aux taux de change préliminaires de 2014-2015) pour l'appui à l'équipe chargée du plan stratégique patrimonial. Comme il est indiqué au paragraphe 142 du rapport du Secrétaire général sur le plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève (A/69/417 et Corr.1), l'autorisation d'engagement de dépenses ne sera pas utilisée pour les dépenses de 2015 présentées dans le rapport en question (voir le paragraphe 6 g) ci-dessus).

2. Subvention pour les Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens

Chapitre 29B. (Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité)

12. Aux paragraphes 7 et 8 de la section I de sa résolution 68/247 B, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général, à titre de mesure exceptionnelle, à engager des dépenses d'un montant maximum de 15 540 000 dollars des États-Unis pour compléter les fonds issus des contributions volontaires destinées à financer la composante internationale des Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014, et prié le Secrétaire général de lui présenter, durant la partie principale de sa soixante-neuvième session, un rapport sur la manière dont il aura utilisé cette autorisation d'engagement de dépenses ainsi qu'un examen exhaustif de la question du financement futur des Chambres extraordinaires en 2015 et au-delà.

13. Le rapport du Secrétaire général sur la demande de subvention pour les Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens (A/69/536), qui a été présenté pour examen à l'Assemblée générale comme elle l'avait demandé, comprend une demande du Secrétaire général d'ouvrir des crédits d'un montant de 6 974 900 dollars pour 2014 et de 28 983 200 dollars pour 2015 (voir le paragraphe 6 i) ci-dessus).

C. Fluctuations des taux de change (diminution : 24 534 400 dollars)

14. Aux fins de l'actualisation des coûts, on peut se servir soit de la moyenne des taux de change opérationnels constatés du 1^{er} janvier au 31 octobre 2014, soit des taux opérationnels en vigueur au moment de l'actualisation. On se rappellera que, dans son rapport sur les comptes de l'ONU pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 1995, le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que les hypothèses budgétaires concernant les taux de change opérationnels soient calculées suivant la méthode de la moyenne plutôt que d'après les taux les plus récents disponibles (A/51/5 (Vol. I), chap. II, par. 110). Le Secrétaire général a cependant été d'avis qu'il ne serait pas bon de décider à l'avance laquelle des deux méthodes devrait être utilisée pour les prévisions budgétaires et l'actualisation des coûts, et que la décision devrait être prise au cas par cas. Ensuite, le Comité consultatif pour

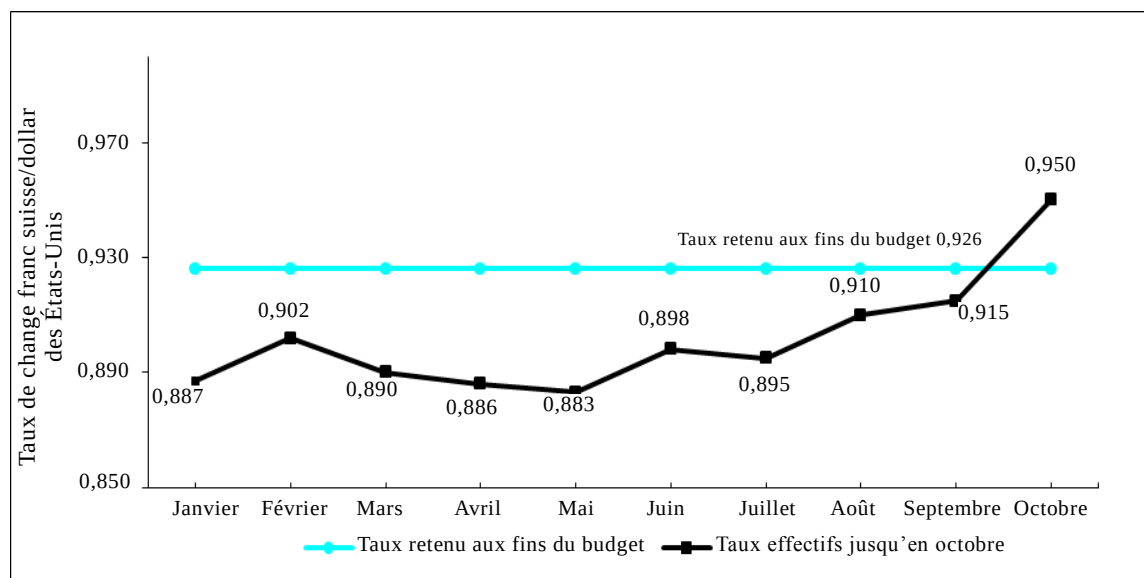
les questions administratives et budgétaires a préconisé, dans son rapport sur le premier rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1996-1997, que le Secrétaire général utilise les taux de change aboutissant à l'estimation la plus basse (A/51/7/Add.6, par. 5), et cette façon de procéder a reçu l'aval de l'Assemblée générale.

15. Dans le présent rapport, les taux de change effectifs ont été appliqués pour la période de janvier à octobre 2014 et le taux de change d'octobre 2014 a été appliqué également pour les mois de novembre et décembre 2014. Pour 2015, le taux d'octobre (taux de change le plus récent) a été appliqué pour tous les lieux d'affectation, à l'exception de Bangkok et de Port of Spain, où les taux de change opérationnels moyens enregistrés jusqu'à présent au cours de l'exercice biennal (méthode de la moyenne) ont été appliqués de manière à obtenir l'estimation la plus basse pour chaque lieu d'affectation en ce qui concerne les ressources nécessaires en monnaie locale.

16. La diminution nette d'un montant de 24,5 millions de dollars correspond à l'incidence de l'appréciation du dollar des États-Unis par rapport à un certain nombre de monnaies, si on compare les taux opérationnels constatés à ce jour à ceux utilisés pour le calcul de l'ouverture de crédits initiale.

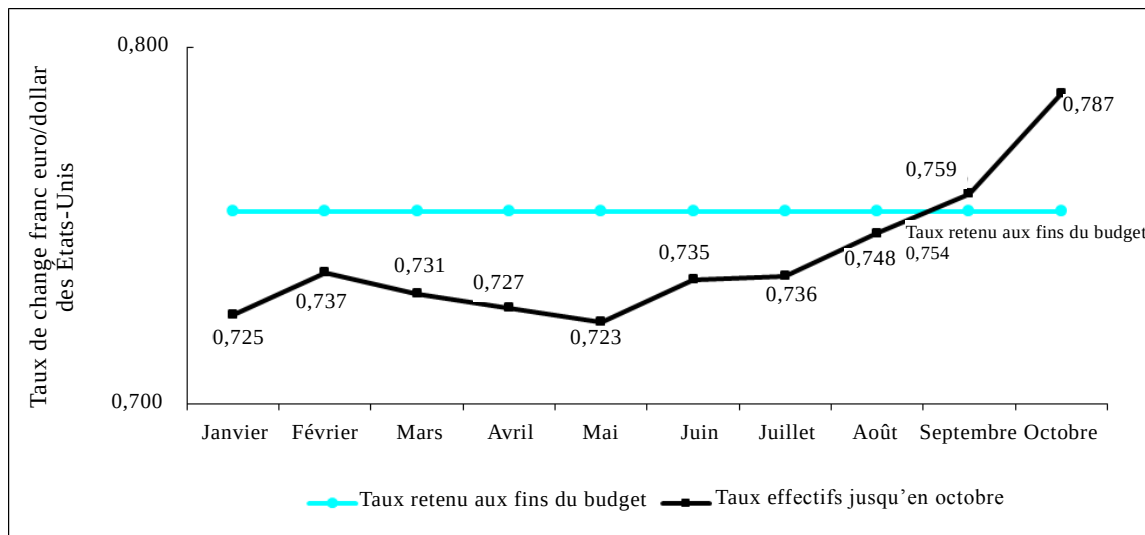
17. Dans le cas du franc suisse, le taux de change moyen pour 2014 calculé sur la base des taux effectivement enregistrés entre janvier et octobre a été de 0,910 franc suisse pour 1 dollar, alors que l'hypothèse retenue pour l'ouverture de crédits initiale était de 0,926 franc suisse pour 1 dollar. Pour 2015, le taux d'octobre (0,950 franc suisse pour 1 dollar) a été utilisé aux fins du présent rapport. Cette modification a entraîné une diminution de 3,7 millions de dollars. La figure I montre l'évolution du taux de change du franc suisse par rapport au dollar au cours de la période de janvier à octobre 2014.

Figure I
**Évolution du taux de change du franc suisse par rapport au dollar
des États-Unis en 2014**



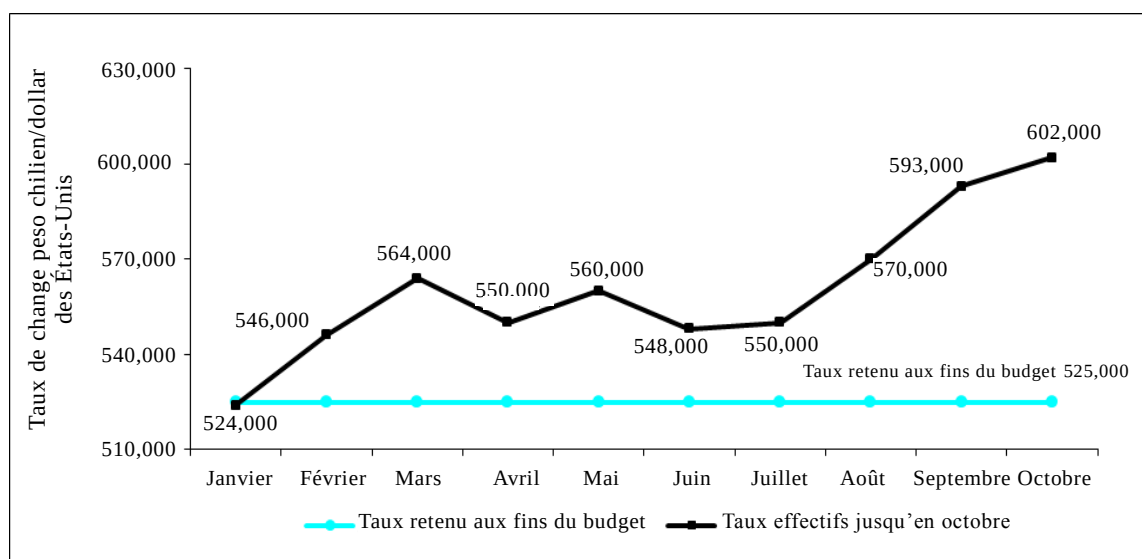
18. En ce qui concerne l'euro, la moyenne des taux enregistrés en 2014 est de 0,749 euro pour 1 dollar, alors qu'on avait retenu l'hypothèse d'un taux de 0,754 pour l'ouverture de crédits initiale. Pour 2015, le taux moyen de 0,787 enregistré en octobre a été utilisé aux fins du présent rapport. Il en ressort une diminution de 3,9 millions de dollars. La figure II montre l'évolution du taux de change de l'euro au cours de la période de janvier à octobre 2014.

Figure II
**Évolution du taux de change de l'euro par rapport au dollar
des États-Unis en 2014**



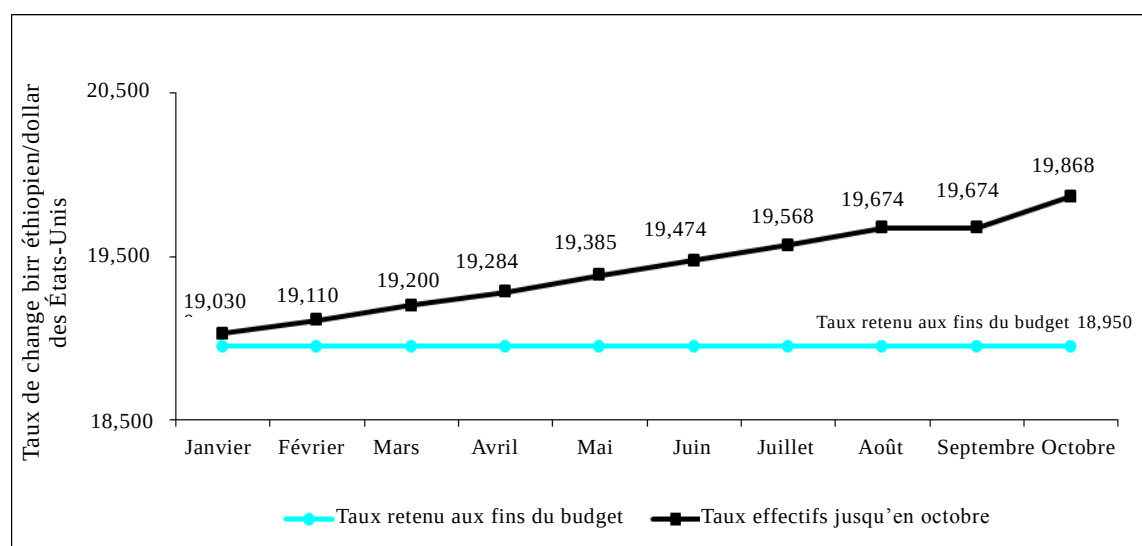
19. En ce qui concerne le peso chilien, la moyenne des taux enregistrés en 2014 est de 567,583 pesos pour 1 dollar, alors qu'on avait retenu l'hypothèse d'un taux de 525,000 pour l'ouverture de crédits initiale. Pour 2015, le taux moyen de 602,000 enregistré en octobre a été utilisé aux fins du présent rapport. Il en ressort une diminution de 10,0 millions de dollars. La figure III montre l'évolution du taux de change du peso chilien de janvier à octobre 2014.

Figure III
Évolution du taux de change du peso chilien par rapport au dollar
des États-Unis en 2014



20. En ce qui concerne le birr éthiopien, la moyenne des taux enregistrés en 2014 est de 19,5 birrs pour 1 dollar, alors qu'on avait retenu l'hypothèse d'un taux de 18,95 birrs pour l'ouverture de crédits initiale. Pour 2015, le taux moyen de 19,868 enregistré en octobre a été utilisé aux fins du présent rapport. Il en ressort une diminution de 4,0 millions de dollars. La figure IV montre l'évolution du taux de change du birr éthiopien de janvier à octobre 2014.

Figure IV
Évolution du taux de change du birr éthiopien par rapport au dollar
des États-Unis en 2014



21. On trouvera dans les tableaux 1 et 3 des renseignements détaillés sur les taux de change opérationnels de l'ONU pour tous les lieux d'affectation : taux effectifs jusqu'à fin octobre 2014, taux retenus pour l'ouverture de crédits initiale et taux utilisés dans le présent rapport.

D. Taux d'inflation (diminution : 5 322 800 dollars)

22. Les taux d'inflation révisés sont pris en compte pour tous les objets de dépense dans les tableaux 1, 2 et 4. Ils sont fondés sur les coefficients d'ajustement effectifs ou prévisionnels utilisés aux fins du calcul des indemnités de poste promulgués par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) dans le cas des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, sur l'écart entre les ajustements au coût de la vie effectifs et ceux budgétisés dans le cas des agents des services généraux et des catégories apparentées, et sur les données les plus récentes concernant les indices des prix à la consommation publiées dans l'hebdomadaire *The Economist* en ce qui concerne notamment les objets de dépense autres que les postes.

23. Les coefficients d'ajustement révisés utilisés dans le présent rapport tiennent compte des données actualisées concernant le coût de la vie publiées par la CFPI après l'approbation en décembre 2013 du budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015. L'augmentation de 11,2 millions de dollars imputable à l'inflation résultant de ces révisions des coefficients comprend notamment des ajustements à la hausse de 3,6 millions de dollars pour Genève, 3,4 millions de dollars pour Santiago, 2,1 millions de dollars pour Addis-Abeba et 1,0 million de dollars pour Nairobi. Les coefficients d'ajustement applicables à la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur sont présentés dans le tableau 2.

24. En ce qui concerne les agents des services généraux et des catégories apparentées, les ajustements au coût de la vie effectifs enregistrés en 2014 et des projections pour 2015 fondées sur les données les plus récentes ont entraîné une diminution de 10 millions de dollars, qui se répartit pour l'essentiel comme suit : 3,1 millions de dollars pour New York, 2,1 millions de dollars pour Addis-Abeba, 1,3 million de dollars pour Nairobi, 1,1 million de dollars pour Genève, 1,1 million de dollars pour Beyrouth et 1,0 million de dollars pour Bangkok. On trouvera dans le tableau 4 le détail des ajustements au coût de la vie applicables à la catégorie des agents des services généraux et des catégories apparentées pour l'ensemble des lieux d'affectation.

25. En ce qui concerne les objets de dépense autres que les postes, les ajustements entraînent une diminution de 5,6 millions de dollars, répartie pour l'essentiel comme suit : une baisse de 1,6 million de dollars pour Addis-Abeba, 1,5 million de dollars d'ajustements à la baisse à la part des contributions aux mesures de sécurité interorganismes imputée sur le budget ordinaire, et des baisses de 1,2 million de dollars pour Genève et de 0,6 million de dollars pour New York. On trouvera dans le tableau 1 les taux d'inflation retenus aux fins du présent rapport.

26. La diminution nette totale résultant des ajustements au titre de l'inflation pour tous les objets de dépense se chiffre à 5,3 millions de dollars, dont une baisse de 1 million de dollars des contributions du personnel, qui sera compensée par une réduction équivalente au chapitre 1 des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

E. Modifications à apporter aux coûts standard pour l'exercice 2014-2015 (augmentation : 32 171 400 dollars)

27. Les modifications qu'il est proposé d'apporter aux coûts standard correspondent à l'effet net des variations des coûts salariaux standard, des dépenses communes de personnel et des taux de contribution du personnel. Les modifications des coûts salariaux standard proposées pour 2014 sont fondées sur la moyenne des dépenses salariales effectives engagées jusqu'à présent pendant l'exercice biennal, par catégorie et par classe, pour chaque lieu d'affectation. Aux fins de l'établissement du présent rapport, les moyennes salariales mensuelles pour les mois de janvier à septembre 2014 ont été analysées par catégorie et par classe et comparées aux données utilisées pour calculer le montant de l'ouverture de crédits initiale. Les projections pour 2015 sont fondées sur les tendances observées en 2014. Il ressort de ces modifications une augmentation nette de 37,2 millions de dollars, qui tient au fait que les coûts moyens des traitements de base nets sont plus élevés que ceux retenus aux fins du calcul du montant initial des crédits à ouvrir.

28. Le montant inscrit au budget au titre des dépenses communes de personnel, qui se rapportent aux indemnités et prestations et aux frais supportés lorsque des fonctionnaires sont engagés ou mutés ou quittent leurs fonctions, est calculé, pour chaque lieu d'affectation, en appliquant un pourcentage aux traitements nets. Ce calcul a été ajusté sur la base de l'analyse de l'évolution effective de ces dépenses dans tous les lieux d'affectation au cours de l'exercice biennal 2012-2013 et de janvier à septembre 2014, comparée aux taux retenus comme hypothèses pour calculer le montant initial des crédits à ouvrir. Il en ressort une diminution nette de 5,0 millions de dollars, due à des ajustements touchant l'ensemble des lieux d'affectation.

29. Les modifications à apporter aux coûts standard comprennent aussi une augmentation de 7,7 millions de dollars du montant des contributions du personnel, qui serait compensée par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes.

F. Taux de vacance de postes (augmentation : 9 573 800 dollars)

30. Dans sa résolution 68/246, l'Assemblée générale a décidé qu'aux fins des calculs budgétaires de l'exercice biennal 2014-2015, un taux de vacance de 8,75 % serait utilisé pour les postes d'administrateur et un taux de 6,4 % serait utilisé pour les postes d'agent des services généraux. La moyenne des taux effectifs de vacance pour la période allant de janvier à septembre 2014 était de 9 % pour les postes d'administrateur et de 5 % pour ceux d'agent des services généraux. L'application de ces taux sur l'ensemble de l'exercice biennal 2014-2015 se traduirait par une augmentation de 9,6 millions de dollars.

31. En ce qui concerne les membres des services de sécurité hors Siège, on avait utilisé pour l'établissement du budget-programme des taux de vacance de 8,0 % pour les postes d'administrateur et de 11,1 % pour les postes d'agent des services généraux. Les taux effectifs ont été respectivement de 10,4 % et de 12,9 %. Les révisions en conséquence des taux de vacance pour l'exercice biennal 2014-2015 se traduirait par une baisse de 3,7 millions de dollars, à répartir entre les organismes des Nations Unies selon la formule de partage des coûts arrêtée par le Conseil des

chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination. Compte tenu des pourcentages en vigueur, la part de l'ONU serait de 0,8 million de dollars, soit 21,9 % de la réduction.

H. Résumé

32. Sur la base des éléments fournis dans le présent rapport, les prévisions de dépenses révisées pour l'exercice biennal 2014-2015 s'élèvent à 5 573 266 700 dollars, ce qui représente une augmentation de 34 715 300 dollars, comme indiqué dans le tableau 2 ci-après.

III. Chapitre des recettes

Chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel)

33. Les changements énoncés dans les chapitres des dépenses ci-dessus et dans le chapitre 3 des recettes ci-dessous entraîneraient une augmentation de 8,1 millions de dollars des recettes provenant des contributions du personnel.

Chapitre 2 des recettes (Recettes générales)

34. L'augmentation de 6,7 millions de dollars au titre des recettes générales s'explique essentiellement par l'augmentation des intérêts créditeurs et des recettes tirées du remboursement de dépenses d'exercices antérieurs et des recettes accessoires, compensée en partie par la diminution des recettes tirées du remboursement au titre de la prestation d'autres services. L'augmentation au titre des intérêts créditeurs provient du rendement plus élevé des opérations sur valeurs ainsi que du niveau plus élevé des soldes bancaires moyens. Les augmentations au titre du remboursement de dépenses d'exercices antérieurs et des recettes accessoires tiennent principalement aux résultats effectifs enregistrés en 2014.

Chapitre 3 des recettes (Services destinés au public)

35. La réduction de 5,7 millions de dollars au titre des recettes nettes tirées des services destinés au public s'explique par la révision à la baisse des prévisions de recettes d'un montant estimatif de 5,3 millions de dollars et par l'augmentation des prévisions de dépenses d'un montant de 0,4 million de dollars imputable à des changements dus à la modification des hypothèses budgétaires. La diminution du montant estimatif des recettes (5,3 millions de dollars) est essentiellement imputable à la baisse des ventes de produits philatéliques à la fois à New York et à Vienne, au niveau moins élevé que prévu des ventes de publications imprimées et à la diminution du nombre de visites guidées au Siège du fait des contraintes de sécurité liées au plan-cadre d'équipement. Les autres ajustements comprennent notamment la diminution des recettes au titre de l'exploitation du garage du Siège du fait de la réduction du nombre d'espaces disponibles et au titre des services du Centre de conférences de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique en raison de l'annulation de réunions du fait de la situation politique en Thaïlande entre octobre 2013 et mai 2014, diminution compensée en partie par une révision à la hausse des prévisions de recettes au titre de la vente d'articles-cadeaux.

Résumé

36. Sur la base des éléments présentés ci-dessus, le montant estimatif révisé des recettes pour l'exercice biennal 2014-2015 s'élèverait à 533 028 400 dollars, répartis comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Chapitre du budget</i>	<i>Prévisions de recettes^a</i>	<i>Modification prévue</i>	<i>Prévisions révisées</i>
Chapitre premier des recettes	491 965,8	8 120,0	500 085,8
Chapitre 2 des recettes	31 228,2	6 668,9	37 897,1
Chapitre 3 des recettes	731,2	(5 685,7)	(4 954,5)
Total	523 925,2	9 103,2	533 028,4

^a Résolutions 68/247 B, 68/248 A-C, 68/268 et 68/279 de l'Assemblée générale.

IV. Décision que l'Assemblée générale est invitée à prendre

37. L'Assemblée générale est invitée à prendre note du présent rapport. Elle est également invitée à réviser les crédits ouverts pour l'exercice biennal 2014-2015 afin d'en porter le montant à 5 573 266 700 dollars (soit une augmentation de 34 715 300 dollars), comme indiqué au paragraphe 32 ci-dessus, et à approuver les prévisions de recettes révisées d'un montant de 533 028 400 (soit une augmentation 9 103 200 dollars) comme indiqué au paragraphe 36 ci-dessus.

Tableau 1

Taux de change par rapport au dollar des États-Unis et taux d'inflation retenus lors de l'ouverture de crédits initiale pour l'exercice biennal 2014-2015 et aux fins du présent rapport, par lieu d'affectation principal

<i>Lieu d'affectation principal (monnaie)</i>	<i>Taux de change</i>			<i>Taux d'inflation pour les objets de dépense autres que les postes (pourcentage)</i>			
	<i>Ouverture de crédits initiale</i>	<i>Premier rapport sur l'exécution du budget</i>		<i>Ouverture de crédits initiale</i>		<i>Premier rapport sur l'exécution du budget</i>	
		<i>2014^a</i>	<i>2015^b</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>
Vienne (euro)	0,754	0,749	0,787	1,7	2,2	1,5	1,9
Santiago (peso chilien)	525,000	567,583	602,000	3,3	3,1	4,1	3,4
Addis-Abeba (birr éthiopien)	18,950	19,500	19,868	9,5	9,9	7,8	8,7
UNMOGIP (roupie)	62,160	60,924	61,530	8,8	8,1	8,4	7,7
Beyrouth (livre libanaise)	1 508,500	1 509,500	1 514,000	3,9	4,2	2,5	4,2
Gaza/UNRWA/ONUST (shekel)	3,626	3,535	3,687	2,2	2,5	0,8	1,5
Nairobi (shilling kényan)	87,000	87,631	89,300	6,3	5,8	6,8	5,8
Mexico (peso mexicain)	13,110	13,202	13,490	3,2	3,5	3,8	3,3
La Haye (euro)	0,754	0,749	0,787	1,3	2,4	0,4	1,3
Bangkok (baht)	32,150	32,468	32,468	2,6	4,1	2,4	4,0

<i>Lieu d'affectation principal (monnaie)</i>	<i>Taux de change</i>			<i>Taux d'inflation pour les objets de dépense autres que les postes (pourcentage)</i>			
	<i>Ouverture de crédits initiale</i>	<i>Premier rapport sur l'exécution du budget</i>		<i>Ouverture de crédits initiale</i>		<i>Premier rapport sur l'exécution du budget</i>	
		<i>2014^a</i>	<i>2015^b</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>
Port of Spain (dollar de la Trinité-et-Tobago)	6,370	6,352	6,352	5,8	6,3	4,3	5,6
New York (dollar des États-Unis)	1,000	1,000	1,000	2,2	2,2	2,0	2,3
Genève (franc suisse)	0,926	0,910	0,950	0,4	0,8	0,1	0,8
Centres d'information des Nations Unies ^c	1,000	1,000	1,000	2,2	2,2	2,0	2,3

Abréviations : UNMOGIP = Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan;

UNRWA = Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;

ONUST = Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.

^a Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU, les taux effectifs ayant été utilisés jusqu'en octobre 2014 et le taux d'octobre ayant servi pour novembre et décembre.

^b Sur la base des taux de change effectifs au 1^{er} octobre 2014. Le taux effectif d'octobre 2014 a été appliqué, sauf pour Bangkok et Port of Spain, où les taux effectifs moyens ont été utilisés de janvier à octobre 2014, le taux d'octobre ayant été appliqué pour les mois de novembre et décembre.

^c Effet global de l'inflation et des fluctuations monétaires.

Tableau 2
Coefficients d'ajustement appliqués à la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur pour 2014 et 2015

Lieu d'affectation	Ouverture de crédits initiale		Premier rapport sur l'exécution du budget		Coefficients mensuels pour 2014 ^a											
	2014	2015	2014 ^a	2015	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Vienne	62,43	61,67	64,65	55,60	69,30	66,80	68,10	68,90	69,80	67,20	67,00	64,60	62,50	57,20	57,20	57,20
Santiago	42,88	39,97	38,75	32,20	44,50	44,50	37,80	37,80	37,80	37,80	39,40	39,40	39,40	39,40	33,60	33,60
Addis-Abeba	44,78	47,27	44,28	43,02	44,40	44,40	44,20	44,20	44,20	44,20	44,30	44,30	44,30	44,30	44,30	44,30
UNMOGIP	40,88	44,45	40,63	40,58	40,30	40,30	39,60	39,60	39,60	39,60	41,40	41,40	41,40	41,40	41,50	41,50
Beyrouth	55,42	52,40	55,18	53,60	55,20	55,20	55,20	55,20	55,20	55,20	55,20	55,20	55,20	55,20	55,10	55,10
Gaza/UNRWA/ONUST	60,22	60,03	60,95	54,40	61,70	61,70	61,70	61,70	61,70	61,70	62,30	62,30	62,30	62,30	56,00	56,00
Nairobi	42,00	42,65	42,08	40,20	43,20	43,20	42,30	42,30	42,30	42,30	41,50	41,50	41,50	41,50	41,70	41,70
Mexico	51,77	50,95	52,10	48,80	52,80	52,80	51,60	51,60	51,60	51,60	53,10	53,10	53,10	53,10	50,40	50,40
La Haye	55,52	55,72	56,38	48,20	60,80	58,40	59,60	60,40	61,20	58,80	58,60	56,30	54,30	49,40	49,40	49,40
Bangkok	46,37	45,17	45,62	43,70	48,40	48,40	44,90	44,90	45,00	45,00	45,10	45,10	45,10	45,10	45,20	45,20
Port of Spain	43,08	43,98	49,62	48,30	49,50	49,50	50,00	50,00	50,00	50,00	49,20	49,20	49,20	49,20	49,80	49,80
New York	68,70	68,70	68,40	66,70	68,40	68,40	68,40	68,40	68,40	68,40	68,40	68,40	68,40	68,40	68,40	68,40
Service de sécurité des bureaux extérieurs	57,66	61,13	48,70	50,60	48,70	48,70	48,70	48,70	48,70	48,70	48,70	48,70	48,70	48,70	48,70	48,70
Genève	100,7	96,55	103,23	93,10	107,90	104,70	107,20	108,10	108,80	105,50	106,20	103,00	102,00	95,10	95,10	95,10
Centres d'information des Nations Unies	58,88	62,29	55,10	57,00	55,10	55,10	55,10	55,10	55,10	55,10	55,10	55,10	55,10	55,10	55,10	55,10

Abréviations : UNMOGIP = Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan; UNRWA = Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient; ONUST = Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.

^a Moyenne des coefficients d'ajustement effectifs jusqu'en octobre; pour novembre et décembre : coefficients prévus.

Tableau 3
Taux de change de 2014 par rapport au dollar des États-Unis, par lieu d'affectation

Lieu d'affectation	Crédits initialement ouverts	Premier rapport sur l'exécution du budget		Écart (pourcentage)		Taux de change mensuels pratiqués pour les opérations de l'ONU ^a											
	2014-2015	2014 ^a	2015 ^b	2014	2015	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Vienne	0,754	0,749	0,787	0,67	(4,19)	0,725	0,737	0,731	0,727	0,723	0,735	0,736	0,748	0,759	0,787	0,787	0,787
Santiago	525,000	567,583	602,000	(7,50)	(12,79)	524,000	546,000	564,000	550,000	560,000	548,000	550,000	570,000	593,000	602,000	602,000	602,000
Addis-Abeba	18,950	19,500	19,868	(2,82)	(4,62)	19,030	19,110	19,200	19,284	19,385	19,474	19,568	19,674	19,674	19,868	19,868	19,868
UNMOGIP	62,160	60,924	61,530	2,03	1,02	61,850	62,580	61,990	59,890	60,430	59,040	60,140	60,060	60,520	61,530	61,530	61,530
Beyrouth	1 508,500	1 509,500	1 514,000	(0,07)	(0,36)	1 506,000	1 502,000	1 504,000	1 504,000	1 513,000	1 510,000	1 512,000	1 513,000	1 508,000	1 514,000	1 514,000	1 514,000
Gaza/UNRWA/ONUST	3,626	3,535	3,687	2,57	(1,65)	3,486	3,490	3,514	3,499	3,468	3,472	3,430	3,432	3,568	3,687	3,687	3,687
Nairobi	87,000	87,631	89,300	(0,72)	(2,58)	85,950	86,300	86,450	86,430	86,950	87,750	87,660	87,750	88,430	89,300	89,300	89,300
Mexico	13,110	13,202	13,490	(0,70)	(2,82)	13,080	13,320	13,320	13,060	13,080	12,850	13,030	13,110	13,100	13,490	13,490	13,490
La Haye	0,754	0,749	0,787	0,67	(4,19)	0,725	0,737	0,731	0,727	0,723	0,735	0,736	0,748	0,759	0,787	0,787	0,787
Bangkok	32,150	32,468	32,468	(0,98)	(0,98)	32,880	32,980	32,590	32,510	32,270	32,810	32,500	31,950	31,950	32,390	32,390	32,390
Port of Spain	6,370	6,352	6,352	0,28	0,28	6,370	6,370	6,300	6,380	6,400	6,400	6,400	6,320	6,320	6,320	6,320	6,320
Genève	0,926	0,910	0,950	1,76	(2,53)	0,887	0,902	0,890	0,886	0,883	0,898	0,895	0,910	0,915	0,950	0,950	0,950

Abréviations : UNMOGIP = Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan; UNRWA = Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient; ONUST = Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.

^a Moyenne des taux de change opérationnels de l'ONU, les taux effectifs ayant été utilisés jusqu'en octobre 2014 et le taux d'octobre ayant servi pour novembre et décembre.

^b Sur la base des taux de change effectifs au 1^{er} octobre 2014. Le taux effectif d'octobre 2014 a été appliqué, sauf pour Bangkok et Port of Spain, où les taux effectifs moyens ont été utilisés de janvier à octobre 2014, le taux d'octobre ayant été appliqué pour les mois de novembre et décembre.

Tableau 4
Traitements des agents des services généraux et des catégories
apparentées : ajustements au coût de la vie

(En pourcentage)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Ouverture de crédits initiale</i>		<i>Taux ajustés dans le premier rapport sur l'exécution du budget</i>	
	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>
Vienne	1,7	2,2	1,8	1,9
Santiago	3,3	3,1	6,4	3,4
Addis-Abeba	9,5	9,9	0,0	8,7
UNMOGIP	8,8	8,1	0,0	7,7
Beyrouth	3,9	4,2	0,0	4,2
Gaza/UNRWA/ONUST	2,2	2,5	0,0	1,5
Nairobi	6,3	5,8	0,2	5,8
Mexico	3,2	3,5	1,9	3,3
La Haye	1,3	2,4	0,5	1,3
Bangkok	2,6	4,1	0,0	4,0
Port of Spain	5,8	6,3	1,7	5,6
New York	2,2	2,2	1,2	2,3
Service de sécurité des bureaux extérieurs	2,2	2,2	1,2	2,3
Genève	0,4	0,8	0,0	0,8
Centres d'information des Nations Unies	2,2	2,2	1,2	2,3

Abréviations : UNMOGIP = Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan; UNRWA = Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient; ONUST = Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve.

Annexe I

Variations prévues pour les crédits demandés au titre de l'exercice biennal 2014-2015

A. Par chapitre et par facteur de variation

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre des dépenses	Crédits initialement ouverts pour 2014-2015 ^a	Modifications proposées						Prévisions révisées	Écart (pourcentage)
		Dépenses imprévues et extraordinaires	Taux de change	Inflation	Ajustement des coûts standard	Taux de vacance de postes	Total		
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	117 599,8	–	(218,9)	(66,2)	119,3	(594,1)	(759,9)	116 839,9	(0,6)
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	664 211,7	1 461,7	(1 888,3)	(137,1)	3 457,3	1 320,0	4 213,6	668 425,3	0,6
3. Affaires politiques	1 197 957,2	3 273,2	(89,0)	(400,3)	249,6	167,7	3 201,2	1 201 158,4	0,3
4. Désarmement	24 729,6	668,2	(16,4)	(69,3)	47,6	20,0	650,1	25 379,7	2,6
5. Opérations de maintien de la paix	113 454,4	–	249,7	(633,9)	(377,4)	263,4	(498,2)	112 956,2	(0,4)
6. Utilisations pacifiques de l'espace	8 160,6	–	(135,9)	71,5	64,2	(0,8)	(1,0)	8 159,6	–
7. Cour internationale de Justice	52 344,8	13,8	(659,6)	(133,8)	(264,4)	102,3	(941,7)	51 403,1	(1,8)
8. Affaires juridiques	47 809,2	–	(115,9)	(27,0)	258,4	62,2	177,7	47 986,9	0,4
9. Affaires économiques et sociales	163 049,6	–	–	(333,4)	866,7	206,1	739,4	163 789,0	0,5
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	11 579,1	–	–	(12,3)	19,3	(7,0)	–	11 579,1	–
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	17 000,3	–	(55,1)	3,1	70,9	(8,8)	10,1	17 010,4	0,1
12. Commerce et développement	147 132,5	–	(561,4)	575,5	480,5	288,2	782,8	147 915,3	0,5
13. Centre du commerce international CNUCED/OMC	39 913,9	–	(181,1)	(277,9)	–	–	(459,0)	39 454,9	(1,1)
14. Environnement	34 963,5	–	(539,1)	302,1	(181,0)	(34,8)	(452,8)	34 510,7	(1,3)
15. Établissements humains	23 260,7	–	(314,7)	124,7	66,4	(6,8)	(130,4)	23 130,3	(0,6)
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	43 883,0	–	(724,8)	381,1	394,5	4,5	55,3	43 938,3	0,1

Chapitre des dépenses		Crédits initialement ouverts pour 2014-2015 ^a	Dépenses imprévues et extraordinaires	Modifications proposées				Total	Prévisions révisées	Écart (pourcentage)
				Taux de change	Inflation	Ajustement des coûts standard	Taux de vacance de postes			
17.	ONU-Femmes	15 328,5	–	–	(21,1)	48,9	0,2	28,0	15 356,5	0,2
18.	Développement économique et social en Afrique	151 633,6	–	(3,408,7)	(827,4)	3,349,8	87,6	(798,7)	150 834,9	(0,5)
19.	Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	103 764,4	–	(992,6)	(352,7)	(212,1)	308,7	(1 248,7)	102 515,7	(1,2)
20.	Développement économique en Europe	71 706,3	–	(276,2)	296,1	652,2	154,2	826,3	72 532,6	1,2
21.	Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	116 669,9	–	(8,468,2)	4,256,7	1 241,1	350,5	(2 619,9)	114 050,0	(2,2)
22.	Développement économique et social en Asie occidentale	70 471,3	–	(143,8)	(435,8)	1 972,8	209,3	1 602,5	72 073,8	2,3
23.	Programme ordinaire de coopération technique	58 449,7	–	(350,3)	(307,2)	–	–	(657,5)	57 792,2	(1,1)
24.	Droits de l'homme	184 640,8	13 772,8	(774,5)	697,1	997,2	30,4	14 723,0	199 363,8	8,0
25.	Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	91 496,8	–	(350,2)	(267,7)	(6,5)	(3,5)	(627,9)	90 868,9	(0,7)
26.	Réfugiés de Palestine	55 227,5	–	209,1	(662,6)	662,9	(134,5)	74,9	55 302,4	0,1
27.	Aide humanitaire	31 581,4	3 561,0	(41,8)	38,7	107,7	(8,8)	3 656,8	35 238,2	11,6
28.	Information	188 771,3	–	(88,5)	(796,5)	1 363,4	586,8	1 065,2	189 836,5	0,6
29A.	Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	51 138,2	–	–	(38,4)	64,7	33,5	59,8	51 198,0	0,1
29B.	Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	36 762,9	–	–	(103,8)	270,7	99,5	266,4	37 029,3	0,7
29C.	Bureau de la gestion des ressources humaines	76 236,0	–	–	(186,1)	386,9	147,4	348,2	76 584,2	0,5
29D.	Bureau des services centraux d'appui	192 027,0	–	–	(640,9)	935,8	673,3	968,2	192 995,2	0,5
29E.	Bureau de l'informatique et des communications	74 255,3	–	–	(147,7)	265,6	79,9	197,8	74 453,1	0,3
29F.	Administration (Genève)	154 692,2	76,6	(615,7)	(231,1)	898,2	971,7	1 099,7	155 791,9	0,7
29G.	Administration (Vienne)	40 974,4	–	(699,0)	14,7	456,4	183,3	(44,6)	40 929,8	(0,1)
29H.	Administration (Nairobi)	32 013,5	–	(480,4)	(173,2)	34,3	73,7	(545,6)	31 467,9	(1,7)

Chapitre des dépenses		Crédits initialement ouverts pour 2014-2015 ^a	Dépenses imprévues et extraordinaires	Modifications proposées				Total	Prévisions révisées	Écart (pourcentage)
				Taux de change	Inflation	Ajustement des coûts standard	Taux de vacance de postes			
30.	Contrôle interne	40 552,3	–	(86,0)	14,3	141,1	10,4	79,8	40 632,1	0,2
31.	Activités administratives financées en commun	11 357,8	–	(14,9)	8,3	45,6	14,6	53,6	11 411,4	0,5
32.	Dépenses spéciales	143 660,2	–	–	–	–	–	–	143 660,2	–
33.	Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	80 709,3	–	(70,8)	(308,0)	–	–	(378,8)	80 330,5	(0,5)
34.	Sûreté et sécurité	241 370,1	–	(1 152,4)	(3 552,8)	5 491,5	1 202,0	1 988,3	243 358,4	0,8
35.	Compte pour le développement	28 398,8	–	–	–	–	–	–	28 398,8	–
36.	Contributions du personnel	487 612,0	–	(1 479,0)	(962,5)	7 731,3	2 721,5	8 011,3	495 623,3	1,6
Total		5 538 551,4	22 827,3	(24 534,4)	(5 322,8)	32 171,4	9 573,8	34 715,3	5 573 266,7	0,6

^a Résolutions 68/247 B, 68/248, 68/268 et 68/279 de l'Assemblée générale.

B. Par lieu d'affectation et par facteur de variation

(En milliers de dollars des États-Unis)

Lieu d'affectation	Crédits initialement ouverts pour 2014-2015 ^a	Dépenses imprévues et extraordinaires	Modifications proposées					Prévisions révisées	Écart (pourcentage)
			Taux de change	Inflation	Ajustement des coûts standard	Taux de vacance de postes	Total		
New York	3 055 262,9	4 993,5	—	(4 007,6)	11 907,3	3 567,6	16 460,8	3 071 723,7	0,5
Genève	1 213 148,8	17 199,7	(3 720,8)	1 227,0	7 137,6	3 887,6	25 731,1	1 238 879,9	2,2
Vienne	197 335,7	—	(3 146,8)	471,4	1 716,7	420,4	(538,3)	196 797,4	(0,3)
Santiago	124 748,5	—	(9 959,2)	4 657,2	1 799,3	411,4	(3 091,3)	121 657,2	(2,5)
Addis-Abeba	192 350,7	—	(3 983,5)	(1 891,9)	4 987,5	184,6	(703,3)	191 647,4	(0,4)
Beyrouth	107 494,8	—	(206,7)	(1 155,0)	4 172,3	446,8	3 257,4	110 752,2	3,0
Nairobi	139 207,6	—	(1 896,1)	(245,5)	(19,6)	203,6	(1 957,6)	137 250,0	(1,4)
Bangkok	141 960,0	620,3	(1 257,8)	(684,2)	293,0	498,8	(529,9)	141 430,1	(0,4)
Autres ^a	367 042,4	13,8	(363,5)	(3 694,2)	177,3	(47,0)	(3 913,6)	363 128,8	(1,1)
Total	5 538 551,4	22 827,3	(24 534,4)	(5 322,8)	32 171,4	9 573,8	34 715,3	5 573 266,7	0,6

^a Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan, Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, Gaza, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, Mexico, La Haye, Port of Spain, Centres d'information des Nations Unies et part des contributions aux mesures de sécurité interorganismes imputée sur le budget ordinaire.

Annexe II

Exercice biennal 2014-2015 : montant estimatif des augmentations ou des diminutions des crédits demandés au titre des activités financées en commun et des mesures de sécurité interorganisations (montant brut)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Crédits initialement ouverts pour 2014-2015 ^a	Modifications proposées					Total	Prévisions révisées	Écart (pourcentage)
		Dépenses imprévues et extraordinaires	Taux de change	Inflation	Ajustement des coûts standard	Taux de vacance de postes			
Commission de la fonction publique internationale	19 145,5		—	(34,8)	99,9	34,6	99,7	19 245,2	0,5
Mesures de sécurité interorganisations	275 551,2		(557,0)	(6 875,4) ^a	1 282,9 ^b	(3 328,9)	(9 478,4)	266 072,8	(3,4)
Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination	5 857,5		(11,6)	7,6	22,0	5,8	23,8	5 881,3	0,4
Corps commun d'inspection	14 026,2		(52,7)	78,2	32,4	7,9	65,8	14 092,0	0,5
Total	314 580,4	—	(621,3)	(6 824,4)	1 437,2	(3 280,6)	(9 289,1)	305 291,3	(3,0)

^a Pour l'essentiel, modifications au titre du coefficient d'ajustement.^b Pour l'essentiel, ajustements apportés aux coûts standard sur la base des dépenses communes de personnel effectives.

Annexe III

Dépenses engagées au 30 septembre 2014 au titre du budget ordinaire de l'exercice biennal 2014-2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

Crédits ouverts ^a		5 538 551,4
Engagements non réglés	160 372,3	
Décaissements	1 965 841,0	
Total des dépenses		2 126 213,3
Solde non engagé		3 412 338,1

^a Ouvertures de crédits initiale (résolutions 68/248 A-C de l'Assemblée générale) et ultérieures (résolutions 68/247 B, 68/268 et 68/279).